

**RAPPORT N° 2025/5-04
au Bureau de la communauté
en séance du jeudi 18 septembre 2025**

OBJET :

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE DE LA RÉUNION (FDAAPPMA-R) POUR LA PRÉSERVATION DES COURS D'EAU DE LA CINOR - APPROBATION DES TERMES DE LA CONVENTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

La CINOR exerce depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence GEMAPI sur son territoire. A ce titre, elle engage des actions visant à :

- Préserver les milieux aquatiques pour maintenir la diversité des espèces et assurer la vie des écosystèmes aquatiques,
- Réduire les sources de pollution pour préserver la qualité des eaux,
- Valoriser les écosystèmes par des actions de sensibilisation auprès des scolaires et du grand public.

Pour la période 2024-2025, la CINOR, par le biais d'une convention, a apporté une subvention à fédération départementale (FDAAPPMA de La Réunion) pour des actions de sensibilisation du public à la préservation des milieux aquatiques. En plus des scolaires, l'objectif était d'engager une démarche visant également à sensibiliser le public qui pratique la pêche sur les cours d'eau. Le bilan satisfaisant des actions réalisées est en annexe 1 du présent rapport.

Le périmètre de couverture de la convention concernait les rivières suivantes : Rivière des Pluies et ses affluents, Rivière Saint-Denis et ses affluents, Rivière Sainte-Marie, ainsi que toutes les petites ravines pérennes se situant entre ces deux derniers cours d'eau (ravine Boucan Launay, Ravine du Butor), ainsi que la Rivière Sainte-Suzanne et ses affluents.

Compte tenu que les baux de pêche légaux de ces rivières sont répartis au sein de deux AAPPMA (AAPPMA-RN et AAPPMA-SA) et que toutes les deux sont affiliées à la même fédération départementale (FDAAPPMA de La Réunion), il est proposé de reconduire le partenariat initié pour une nouvelle année à compter de la signature de la convention, et de contractualiser ce cadre conventionnel avec la FDAAPPMA de La Réunion.

En effet, conformément à ses statuts, la Fédération précitée exerce des missions d'intérêt général en lien avec la compétence GEMAPI, à savoir :

- Participer à la protection et à la gestion durable du milieu aquatique,
- Contribuer à des actions de gestion équilibrée, de protection et de surveillance du patrimoine piscicole,
- Assurer des actions de formation et d'éducation à l'environnement

Le programme d'investissement présenté par la FDAAPPMA est évalué à 130 000 € et la participation financière de la CINOR s'élève à une somme forfaitaire de 110 000 €.

La contrepartie de la FDAAPPMA ainsi que les modalités de paiement sont décrites aux articles 3 et 4 de la convention.

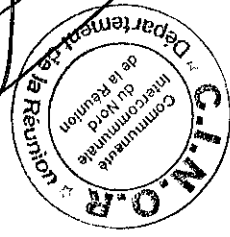

Je vous demande par conséquent :

- Approuver les termes de la convention de financement pour la période 2025-2026 ci-joint entre la fédération départementale de pêche de la Réunion et de la CINOR ;

- Approuver l'attribution d'une aide financière à la fédération départementale de pêche d'un montant de 110 000.00 € pour la période 2025-2026 au titre de la participation de la CINOR à l'action de préservation des milieux aquatiques de la CINOR.
- Autoriser le Président à signer la convention de financement pour la période 2025-2026 annexé au présent rapport ainsi que tous les actes y afférent.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



DECISION N°2025/5-04
du Bureau de la Communauté
en séance du 18 septembre 2025

OBJET :

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE DE LA RÉUNION (FDAAPPMA-R) POUR LA PRÉSERVATION DES COURS D'EAU DE LA CINOR - APPROBATION DES TERMES DE LA CONVENTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/5-04 du Président ;

**APRES AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention de financement pour la période 2025-2026 entre la fédération départementale de pêche de la Réunion et de la CINOR.

ARTICLE 2

D'approuver l'attribution d'une aide financière à la fédération départementale de pêche d'un montant de 110 000.00 € pour la période 2025-2026 au titre de la participation de la CINOR à l'action de préservation des milieux aquatiques de la CINOR.

ARTICLE 3

D'approuver le Président à signer la convention de financement pour la période 2025-2026 annexé au présent rapport ainsi que tous les actes y afférent.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL

